



Les dessous de cartes au Mali : «L'Azawad, nouveau borbier aux portes de l'Algérie»

Gilles Munier décrypte pour le Courrier d'Algérie les dessous de cartes au Mali

Par [Gilles Munier](#) et [Fayçal Oukaci](#)

Mondialisation.ca, 10 avril 2012

[Le Courrier d'Algérie](#) 4 avril 2012

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

Journaliste, écrivain et militant des causes justes – arabes notamment, Gilles Munier est avant tout un grand ami de l'Algérie.

Il est né le 9 novembre 1944 à Reims et a vécu toute sa jeunesse en Algérie (Kabylie et Alger) et au Maroc.

Son père qui militait activement pour l'indépendance de l'Algérie en a été expulsé sur ordre de François Mitterrand, alors, ministre de l'Intérieur.

Gilles Munier revient en Algérie en septembre 1962, après l'Indépendance, et s'inscrit à la Faculté d'Alger.

Juste après, entre 1967 et 1969, on le retrouve correspondant à Alger de la revue La Nation Européenne, et d'aucuns lui prêtent une proximité politique avec le président Houari Boumediène.

Il quitte l'Algérie en 1970 pour effectuer son service militaire en France, puis milite dans diverses associations «pro arabes», à Paris et en Bretagne.

En octobre 1990, on le retrouve à Bagdad, pendant l'affaire des otages, et en revient avec 9 Français qui y étaient retenus.

Il milite ensuite pour la levée de l'embargo contre l'Irak et le retour des entreprises françaises sur le marché irakien, en participant à la création de l'Association franco-irakienne de coopération économique (Afice) soutenue par les anciens ambassadeurs de France à Bagdad.

Gilles Munier a été reçu, à plusieurs reprises, par le président Saddam Hussein et son ministre des Affaires étrangères, Tarek Aziz.

En juillet 2003, il a reçu des menaces de mort sous la forme d'une lettre contenant une balle de 22 Long Rifle avec la mention : «La prochaine n'arrivera pas par poste».

L'auteur des menaces, un pro-israélien, dont la cave était bourrée d'armes et de munitions, n'a été condamné qu'à une peine symbolique.

Gilles Munier est l'auteur du «Guide de l'Irak» et a participé à la traduction en langue

française de «Zabiba et le roi», un roman écrit par Saddam Hussein dans sa prison, à Bagdad.

Depuis, il publie AFI-Flash, une lettre d'information spécialisée sur la situation en Irak, collabore au mensuel Afrique Asie, soutient la résistance irakienne et milite pour la libération des prisonniers politiques irakiens.

Aujourd'hui, ce sont, surtout, ces écrits sur la Syrie, où il adopte une attitude atypique très critique à l'égard des ces «curieux Printemps arabes», qui attirent l'attention.

Son dernier ouvrage paru, «Les Espions de l'or noir» l'a fait connaître au monde entier.

Quelle politique concrète, l'Algérie peut-elle prendre avec la coalition islamotarguie, après les derniers développements au Mali, avec notamment l'enlèvement de sept diplomates, dont le consul. Une opération militaire était-elle envisageable?

L'enlèvement des diplomates était inacceptable. Une opération militaire a certainement été envisagée, pour le principe, mais elle était loin d'être gagnée d'avance. Elle aurait, d'ailleurs, été préjudiciable au rôle modérateur que l'Algérie semble jouer en coulisse.

Si la poussée d'Al-Qaïda au Maghreb suit une trajectoire prévisible, que dire de Iyad Ag Ghali, un touareg de Kidal, qui a travaillé en Algérie, dans l'administration, et qui, devenu chef d'une rébellion, était signataire des «Accords d'Alger» de 2006, avant de se voir envoyer par Bamako en tant que consul du Mali à Riyad, en Arabie saoudite. Peut-on voir, là, une tentative de mainmise de l'islamowahabisme pétrolier saoudien-qatari, aussi, sur la région ?

La mainmise de l'Arabie saoudite, je ne pense pas. Le cheikh Iyad Ag Ghali a été expulsé d'Arabie, en 2010, en raison des relations qu'il entretenait avec des partisans d'Oussama Ben Laden. Mais la main du Qatar, très certainement, comme partout où il y a des promesses de pétrole et surtout de gaz.

L'émir Hamad Ben Khalifa at-Thani, soutenu par la France, voudrait jouer un rôle prédominant au sein du Forum des pays exportateurs de gaz (Fpeg), créé à l'image de l'Opep, qui a tenu son premier Sommet, en novembre dernier, à Doha. La réalisation des rêves démesurés de l'émir passe par la mise en orbite politique d'islamistes qui se prêtent à son jeu dans les pays arabes et sahéliens.

Juppé affirmait, il y a quelques jours, que l'Algérie a un rôle majeur à jouer dans le conflit malien, au vu de son rôle traditionnel de «négociateur» et de «facilitateur» dans les conflits qui se sont déroulés au Mali depuis 1991. N'y a-t-il pas, là, une tentative de pousser Alger dans un borborygme, d'où il lui sera difficile de s'extirper ?

L'Algérie n'est pas à l'abri des tentatives de déstabilisation. Il faut savoir qu'en France, aux États-Unis et en Israël, des lobbies, écoutés, préconisent la partition des pays qui, comme le Mali et l'Algérie, seraient trop vastes pour être administrés par les forces politiques qui les composent. Ils verraient bien la création de régions autonomes - à l'image de celle du Kurdistan en Irak - ou de micro-États. C'est ce qui se passe en Libye avec la déclaration

d'autonomie de la région pétrolière de Barqa (Cyrénaïque), demain, sans doute, celle du Fezzan, et avec l'apparition de villes-États, comme Misrata. C'est aussi ce qui s'est passé au Soudan, amputé de sa partie sud, riche en pétrole, et peut-être un jour du Darfour.

Le « principe fondamental de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation », rappelé régulièrement par Jean Ping, président de la Commission de l'Union africaine, est à géométrie variable. Il ne s'applique qu'aux pays qui n'intéressent pas, économiquement ou géostratégiquement, les Occidentaux. Les revendications des minorités ethniques opprimées et méprisées, comme c'était le cas des Touareg au Mali, ne sont entendues que lorsque leur sous-sol renferme des richesses, dont l'exploitation est devenue rentable.

Entraîner l'Algérie, dans un borborygme pour la déstabiliser, est une hypothèse qu'il ne faut pas négliger, pas plus qu'il ne faut prendre à la légère le projet de fédération amazigh, regroupant l'Azawad, les régions berbères du djebel Nefoussa, et de Zouara qui deviendrait son terminal pétrolier et gazier.

Le conflit au Mali, les prodromes de la guerre civile en Libye, la circulation d'armes lourdes dans la région saharo-sahélienne, ce ne sont pas, là, les legs de Kadhafi et qui sonnent comme une bombe à retardement ? Kadhafi vivant, les événements n'auraient-ils pas suivi une autre trajectoire, plus calme, moins belliqueuse, grâce aux sommes d'argent qu'il injectait pour les uns comme pour les autres ?

Les armes de Kadhafi... et, n'oublions pas celles livrées par la France et le Qatar à ses opposants. La France et l'Otan voyaient d'un mauvais oeil la politique africaine du colonel Kadhafi. C'est une des causes de son renversement. Bien sûr, lui vivant, les événements auraient suivi une autre trajectoire. Il avait, aussi, promis aux Touareg maliens la création d'un État, mais à l'image de la Jamahiriya, et cela Sarkozy et ses amis n'en voulaient pas.

Les États-Unis et la France ne semblent pas étrangers à la détérioration de la situation au Sahel. ATT, avant sa chute, accusait Paris de soutenir la rébellion, le Mnla reçu en catimini à l'Élysée, alors que Washington a bel et bien dispensé des entraînements militaires au chef des putschistes aux États-Unis même, dans le cadre de la lutte antiterroriste. Y a-t-il un dessous de cartes que nous ne connaissons pas ?

Le bassin saharien de Taoudeni - du nom d'un petit village malien - qui s'étend de la Mauritanie au Nord du Mali et sur une partie du Sud algérien est le nouveau champ de bataille des pétroliers et des chercheurs d'uranium occidentaux, pour le plus grand malheur des Touareg et des Maliens. Voilà pour le dessous des cartes.

En janvier dernier, dans son rôle de factotum des États-Unis et de Nicolas Sarkozy, l'émir at-Thani a carrément menacé le président mauritanien, Ould Abdel Aziz, d'utiliser El-Jazeera pour le renverser, s'il ne portait pas au pouvoir un parti islamique à la solde du Qatar. Congédié, humilié, l'émir finance depuis un simulacre de «Printemps arabes» à Nouakchott.

Dernièrement, il est entré dans le groupe pétrolier Total - un des principaux intervenants au Nord-Mali - en acquérant 2% de son capital pour plus de deux milliards d'euros. L'avenir du cabinet d'avocats du président français, s'il n'est pas réélu le mois prochain, est assuré...

<http://www.lecourrier-dalgerie.com/avril/n2464.pdf>

Gilles Munier est l'auteur de plusieurs livres, le dernier « [Les espions de l'or noir](#)», 2009.

La source originale de cet article est [Le Courrier d'Algérie](#)
Copyright © [Gilles Munier](#) et [Fayçal Oukaci](#), [Le Courrier d'Algérie](#), 2012

Articles Par : **[Gilles Munier](#)** et
[Fayçal Oukaci](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca